

ATELIER DE LA RELEVÉ

Samedi 24 juin, de 9h à 18h, 62 jeunes ont été réunis par l'équipe du débat public « L'eau potable en Ile-de-France », à l'occasion de l'Atelier de la relève. Cette modalité particulièrement innovante s'adresse à des lycéens, jeunes étudiants et professionnels, issus d'horizons variés et entretenant un lien professionnel direct ou indirect avec l'eau ou l'environnement.

En fin de matinée, une table-ronde a été organisée en présence de :

- **Madame Marie PETTENATI *Hydrogéologue au Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) - Direction de l'eau, de l'environnement, des procédés et analyses***
- **Madame Marielle MONTGINOUL *socio-économiste à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (INRAE)***
- **Monsieur Arnold CAUTERMAN *directeur général des services techniques du SEDIF***
- **Madame Gabrielle BOULEAU *socio-politiste à l'INRAE et chercheure au LISIS***
- **Madame Sylvie THIBERT *ingénieure, gestion des risques sanitaires, SEDIF.***

La table ronde a porté sur le thème suivant : « L'avenir de l'eau à l'heure du changement climatique. Quel avenir pour la ressource à l'horizon 2060 ? » et les intervenantes et intervenants ont dû se projeter à l'aune du scénario suivant : « *Nous sommes en 2060, la société a évolué et a été affectée par le changement climatique. Nous avons réussi à nous adapter pour garantir la qualité de l'eau, la sobriété dans l'usage de la ressource en eau ainsi que la sobriété énergétique. Que s'est-il passé ?* ».

MARIE PETTENATI

On se met dans un horizon assez positif si j'ai bien compris. Et la 1ere mesure qu'on aura prise c'est de réduire notre consommation en eau, c'est de faire un effort sur la préservation de cette ressource, qui doit être accessible à tous et les objectifs qui étaient déjà répétés dans les Assises de l'eau et dans les travaux qui ont ensuite été repris et annoncés dernièrement par le Président Macron dans le plan Eau. C'est une réduction de 10% pour tous les usages à l'horizon 2030.

Alors une fois qu'on a dit ça, c'est bien. Mais on reste quand même dans une progression démographique, avec toujours plus de gens, on a déjà une augmentation des températures, qui est effective, qui est actuelle, c'est-à-dire qu'on a déjà des éléments climatiques donc même si on fait des efforts, même si l'avenir peut être plus positif, en tout cas, on ressent déjà des effets de difficultés d'accès à la ressource en eau quantitativement et qualitativement, donc à part un effort de sobriété il y a des efforts aussi sur la qualité de réduction des émissions de gaz à effet de serre à la source. Sur tous les usages de l'eau, qu'ils soient particuliers, industriels ou agricoles, il y a cette notion : « éviter ». « Eviter d'utiliser » en ce qui concerne la qualité, ça va aussi être de repenser nos usages, nos usages industriels, de quelles molécules on a besoin pour quels usages. On parlait de PFAS, des polluants éternels, que l'on retrouve dans l'environnement, on connaît mieux peut-être le pendant agricole avec l'éthanol qui a été interdit il y a des années, qu'on retrouve encore dans des milieux.

En 2060 on aura fait cette analyse de savoir ce qu'on doit utiliser ou ne plus utiliser et éviter afin de préserver notre ressource. On aura aussi pensé à la dépollution, on aura pensé à des solutions, qui ne seront pas toute technologiques puisqu'elles ont besoin d'énergie, et notamment dans le traitement de l'eau. On aura opté pour des mix, ce que j'appelle le mix hydrique, au même titre que le mix énergétique. On aura pensé à étudier territoire par territoire, au plus proche justement des acteurs locaux, de manière participative, comment on va gérer notre eau sur les territoires

débat public organisé par

Quelles sont les solutions qu'on peut utiliser qui sont moins gourmandes en eau et qui sont aussi fondées sur la nature

Voilà, ce sera un petit peu mes vieux pieux.

Sur l'empreinte l'eau.

On parle d'empreinte carbone, on parle de plus en plus d'empreinte eau. Tout ce qu'on fait nécessite de l'eau. L'empreinte eau ça consiste à comprendre que chaque activité humaine va avoir un impact sur la qualité de l'eau et que chaque produit va être porteur de cet impact.

Comprendre l'empreinte eau ça peut être assez complexe, parce que même quand vous portez un t-shirt, il a une empreinte eau, on a dû consommer de l'eau pour le fabriquer, et cette eau elle vient pas forcément de sous nos pieds, elle ne vient pas forcément d'à côté, elle vient d'un autre pays aussi, donc y a des recherches actuelles qui sont en cours pour définir correctement cette notion d'empreinte eau et pour aller vers cet objectif de durabilité et de sobriété.

ARNOLD CAUTERMAN

Il y a un certain nombre de sujets que j'aurais aimé évoquer.

Déjà, en 2060 la population mondiale aura évolué à peu près, jusqu'à 9 milliards. En 2060 nous sommes 10, 10 milliards. La population aura donc évolué. Nous ferons face à des mouvements migratoires importants liés à la situation de l'eau comme source de conflit....

Donc bon, je me suis demandé « qu'est-ce qu'on a bien pu faire ces 30 dernières années » pour nous permettre de faire une rétrospective.

On pourrait imaginer qu'on ait des niveaux d'eau dans la mer et dans les océans qui aient augmenté, en fonction des éléments climatiques.

Vous avez aussi posé une problématique, c'est qu'en 2060 nous aurons atteint la neutralité carbone, et donc moi je me suis demandé comment nous l'avons fait : j'ai regardé concrètement ce que nous avons fait avant et aujourd'hui ce que nous sommes en train de faire.

J'imagine, pourquoi pas, un couloir rhodanien à 0 émission, des énergies comme l'hydrogène seraient énormément développées. Nous aurons ensuite développé d'autres types de source d'énergie, des réseaux de chaleur et pourquoi pas un traitement de nos déchets particuliers, un système organique de valorisation organique de nos déchets. L'accès à la géothermie aura été développé

Et puis enfin si je recentre vers le sujet du cycle de l'eau, je vais prendre une image.

On est dans la même piscine

Imaginez une piscine avec des couloirs de nages et dans ces couloirs de nage, vous en avez un qui est réservé à l'eau potable, d'autres réservés à ce qu'on pourrait appeler le grand cycle de l'eau et on décide d'enlever les lignes d'eau, et bien je constate depuis quelques années qu'on se rend compte qu'on est tous dans la même piscine. On s'aperçoit que le monde des déchets se rapproche du monde de l'eau et de l'assainissement. Et il faut noter aussi qu'avec le réchauffement climatique nous devons faire face à des aspects qui ne seront pas prévisibles.

Ça veut dire aussi que nos technologies en matière d'assainissement vont devoir changer. Je vois bien en 2060 une progression importante de la technologie en assainissement, de l'assainissement sous pression. Parce que tout simplement nos systèmes d'assainissement ne pourront plus être les mêmes au motif que vous aurez une interpénétration sur les terres.

J'ai aussi imaginé qu'on allait faire évoluer notre approche liée à la gouvernance de l'eau. Sur la gouvernance de l'eau, on peut imaginer qu'aujourd'hui en 2060 on aurait un petit cycle de l'eau pour l'assainissement où les collectivités auraient réussi à s'entendre et se seraient en tout cas organisées de telle manière à gérer au mieux les problématiques de gestion de l'eau et de traitement de l'eau.

Il est important que nous nous interrogeons sur nos usages et sur nos réels besoins.

Et je conclus là-dessus, il y a 15 ans on parlait de stress hydrique en Afrique, en Inde, on ne parlait pas

débat public organisé par

de stress hydrique en France et le stress hydrique c'est quand, à un moment donné, les ressources disponibles, facilement disponibles deviennent inférieures ou en tout cas moins mobilisables à notre demande.

La question qu'il va falloir nous poser c'est : dans quelle mesure votre demande correspond réellement à vos besoins. A une échelle plus importante, l'eau qui nous est essentielle pour vivre aujourd'hui ce n'est pas les 40 m³. Ce dont vous avez besoin pour vivre aujourd'hui, ce n'est pas les 40m³ que vous consommez, ce sont les 1500 à 1800 m³ dont vous avez besoin : car pour venir ici vous avez eu besoin d'utiliser de l'eau, dans les transports et prendre des routes, vous travaillez avec du papier, des crayons et c'est sur tout ça qu'il faut s'interroger y compris notre alimentation

MARIELLE MONTGINOUL

Ce que je propose c'est que comme je suis économiste, j'essaie de me placer à l'horizon 2060 et enfin on a réussi à dépasser les choses, c'est-à-dire qu'il y a beaucoup de choses sur lesquelles on dit qu'il faut éviter, réduire, compenser et quand on dit « éviter », souvent on l'évite, on a quand même tendance à se dire qu'il faut la technologie et je vais prendre la technologie en essayant de la mettre à profit, et quand je dis profit vous allez voir que ce n'est pas forcément au profit d'un monde idéal que j'aimerais avoir mais c'est celui que je propose

La technologie nous aura permis de regarder ce que l'on fait dans notre quotidien en termes de consommation d'eau

On est même peut-être arrivé en 2060 à relier ce que vous avez dans la tête à ce que vous allez prévoir On arrive à savoir que vous avez l'intention tout à l'heure d'aller aux toilettes et donc de prévoir tout ce qui peut arriver à ce moment-là, et donc ça c'est pour vous particuliers mais aussi par exemple pour les agriculteurs

Pour les agriculteurs, on sait de combien d'eau ils auront besoin exactement, parce qu'ils savent que dans 2 jours ils auront besoin d'irriguer leurs plantes, or pour amener de l'eau aux agriculteurs en 2 jours, parfois il faut lâcher cette eau 2 jours avant, et ça c'est difficile actuellement.

On a des choses qu'on n'arrive pas à bien prévoir. On a de la technologie, alors on demande aux agriculteurs de nous envoyer un sms.

Donc là on a la technologie qui va nous permettre, dans cette société qui va être hyper surveillée de faire des choses. Et cette surveillance va permettre de faire ce que les économistes quelque part trouvent « idéal »

Il y a 2 piliers :

Soit on agit sur l'offre, on va augmenter l'offre, on va apporter de l'eau en plus de manière à produire plus.

Soit on va plutôt essayer de réfléchir à ce qu'on appelle l'évitement, à réduire la demande et pour réduire la demande on a plusieurs voies :

On a la voie « directe », on va essayer d'influencer directement votre consommation d'eau. pour ça il y a 3 manières :

- On a la persuasion, savoir que quand on se brosse les dents il faut fermer le robinet, connaître sa consommation d'eau, c'est pour ça que je disais que parfois la technologie peut savoir, parfois on sait pas, qu'il y a une fuite, que notre chasse d'eau fuit. Le fait d'avoir un compteur va permettre de détecter ça et de résoudre le problème. Donc ça c'est tout ce qu'on appelle la persuasion, l'éducation.
- Le palier tarifaire. Le 2^e outil est un outil de tarification :

Où on vous dit : « les 1ers m³ ok vous pouvez les consommer, un peu plus non, donc on va vous mettre

un tarif un peu plus élevé » c'est ce qu'on appelle un « tarif par palier croissant » On peut même inventer quelque chose de mieux, enfin mieux pour les économistes, c'est-à-dire que si vous consommez plus qu'un certain palier, et bien tous les m³ vont être beaucoup plus cher, tous, les blocs.

- La quantité. On va vous attribuer une quantité d'eau et vous n'aurez pas la possibilité d'aller au-delà de cette quantité d'eau, un peu comme le permis à point. Le permis à point, vous avez 12 points si vous les perdez, et bien maintenant vous n'avez plus le droit de conduire.

Si vous avez des points, l'intérêt de ça, c'est comme pour le permis à point, vous avez une même quantité d'eau, il n'y a pas un être humain qui est plus riche et qui va pouvoir s'abstraire du système. Voilà donc on peut imaginer en 2060 qu'on aura mis en place ce système de quantité. Voilà c'est pas un monde idéal car on serait dans une société ultra surveillée mais bon...

Ophélie : Comment on limite la perte d'eau ? Vous parliez des fuites. La question d'un modèle qui permette à chacun d'avoir accès à l'eau et en même temps qui permette à chacun de réguler sa consommation d'eau.

GABRIELLE BOULEAU

Alors moi je pense qu'en 2060 on aura réussi à bien gérer l'eau et à être neutre en carbone, car on aura réussi à dépasser les caricatures du débat, qui me semblent être très polarisées entre plusieurs axes, qui à chaque fois sont très réducteurs sur la complexité de nos choix. Je crois qu'aujourd'hui le débat sur ces questions d'eau et de carbone et en fait d'avenir lié aux changements climatiques et écologiques est notamment globalisé autour de la place de la technologie, donc comme Marielle en a parlé, je reprends cet exemple-là.

On a des pro-technos qui nous disent qu'on va rien changer de nos habitudes, qu'il n'y a pas besoin de l'Etat, que le marché va inventer des solutions qui sont très très performantes et en plus le fait d'être high-tech va booster la France sur la scène internationale de la concurrence et donc qu'on aura un avenir radieux.

Et puis à l'autre bout on a des personnes qui considèrent que la technologie est très mauvaise et qu'en fait cela nous enlève plein de pouvoirs et qu'on ferait mieux si on faisait nous tout seul, avec des techniques low-tech, et qu'il faudrait essayer d'avoir le moins de consommation possible et d'avoir le moins de dépendance à l'égard de toutes les technologies.

Alors crois que cette polarisation est très marquée aussi dans le débat qui nous occupe aujourd'hui et que probablement, enfin je pense qu'en 2060 on aura trouvé quelque chose qui est un peu entre les deux, où la technologie on la négocie aussi et que quand on envisage une technologie particulière, la question de comment on répartit les coûts est importante.

Un autre aspect du débat c'est la polarisation entre « nous » et « les autres », les urbains et les ruraux, or on sait très bien que ce sont les agriculteurs qui pompent le plus d'eau et que les urbains sont très sobres en eau alors qu'en fait ce que mange les urbains provient de l'agriculture et donc cette eau agricole à quoi elle servirait aux urbains si elle n'était pas utilisée pour produire de la nourriture ?

Et à ce propos on dit aussi, cela a été évoqué en début de débat: est-ce qu'il vaut mieux agir sur les industriels ou bien est-ce qu'il vaut mieux agir sur les consommateurs, parce que nous on est consommateur, donc on aimerait bien que vous agissiez sur les industriels, car ce sont vraiment eux qui polluent mais en fait ils polluent pour produire des produits que nous nous consommons, donc en fait les choses sont quand même un peu plus liées.

En fait ce qui se dessine c'est qu'en 2060 on a réussi à se dire qu'en fait la question, c'était plutôt le modèle de société dans lequel on voulait être.

Le marché, l'Etat, les consommateurs, en fait ils n'ont pas non plus tous les choix pour remettre en cause

le réseau qui existe déjà.

On peut faire beaucoup d'effort mais on ne peut pas forcément trouver à côté des chez soi des produits qui correspondent exactement à ce qu'on souhaiterait.

Et puis probablement aussi, un axe de polarisation qui se porte sur la nature qu'on veut, les paysages qu'on souhaite et là aussi on voit qu'il y a des attentes très différentes, et que la polarisation du débat elle se pose aussi du côté de ce qui est naturel c'est très bien et que l'artificialité l'est moins.

Moi je pense qu'en fait dans un climat qui change, la nature change aussi et l'urbain doit changer aussi. Et donc le fait d'envisager ces choses-là comme un débat mais pas avec un diable d'un côté et un ange de l'autre, je pense que ça va nous permettre en 2060 de poser les choses avec moins de morale comme enjeu mais plus de réflexion politique sur les choix qu'on veut faire.

On a sur le bassin du Piren un programme de recherche d'une importante équipe, c'est un programme qui existe depuis 35 ans qui s'appelle le programme interdisciplinaire de recherche sur l'environnement du Piren donc effectivement on est une 60aine de chercheurs qui se retrouve et s'appelle assez souvent pour discuter et quand le débat est arrivé on nous a sollicité pour savoir ce que le Piren avait un avis là-dessus.

Et effectivement on a des avis très différents, et il n'y a pas une posture Piren sur ce projet car justement les avis sont dits polarisés selon les axes que j'ai évoqués. En fait de savoir si on a des pollutions qui sont avantageuses pour certains territoires et pas pour d'autres, en fait  a polarise des questions, qu'en fait, une autre information que ça donne c'est que quand on se pose la question de se partager l'eau il y aura peut-être des perdants mais il y aura aussi peut-être les moyens d'arbitrer en proposant autre chose que de l'eau pour ces perdants et donc c'est aussi plus large comme modèle de société. Si on doit restreindre à certains endroits on va voir qu'on a peut-être d'autres moyens pour privilégier d'autres moyens, le transport, la qualité de vie sur d'autres.

SYLVIE THIBERT

Moi j'aimerais vous parler de l'eau potable et donc de sa qualité sanitaire. Vous le savez, l'eau est essentielle, on ne peut pas vivre si on ne boit pas, donc on a besoin d'eau et on a besoin d'eau de bonne qualité pour ne pas être malade. Et c'est la mission des producteurs / distributeurs d'eau de fournir aux populations une eau de bonne qualité.

Alors là on s' imagine dans un futur où on a à peu près réussi à maîtriser les évolutions du climat et leurs conséquences et donc il y a déjà des territoires qui se préparent à ça, et en particulier on peut quand même imaginer qu'on va être confronté à une plus grande rareté de l'eau et que donc effectivement il y aura des efforts de sobriété à faire.

Il y a déjà sur certains territoires, je pense par exemple à des pays très arides comme la Namibie, Israël ou la Californie où ça commence à se développer, des projets et des réalisations de circuits très courts, c'est-à-dire que pour ne pas gaspiller l'eau on va réutiliser les eaux usées, on va traiter les eaux usées pour la rendre plus potable et pouvoir la remettre dans le circuit, dans ce petit cycle de l'eau. Faire en sorte de ne plus passer par le milieu naturel, les cours d'eaux et les ressources souterraines, mais directement reprendre les eaux usées. On a la technologie, en particulier les techniques membranaires qui nous permettent de faire cette réutilisation des eaux usées et on est même capable de les ramener à une qualité potable de façon à ce qu'elle puisse être consommé.

Donc ce sont des techniques qui existent déjà dans des pays de grandes aridit s ou des pays en tension hydrique, donc ce sont des possibilités qui peuvent se développer dans ce futur des années 2060

On peut aussi imaginer, je le livre à votre réflexion, qu'il y a aussi d'autres stratégies qui peuvent être envisagées et en particulier dire que si on veut faire de la réutilisation ou faire de l'eau potable avec de l'eau us e,  a requiert effectivement de la technologie, comme ce que disait Mme Bouleau, on peut ne pas vouloir de technologie, ou dire qu'effectivement c'est trop couteux et qu'il y a trop d'impact, donc

débat public organisé par

on a aussi des modèles qui s'écrivent et on verra si ça arrive ou non. Mais de dire qu'on va arrêter de distribuer une eau potable au robinet parce que les techniques, les technologies vont devenir trop coûteuses à cause de la contamination des ressources et donc on distribuera de l'eau au robinet, les gens auront toujours de l'eau au robinet mais une eau d'une qualité moindre qui ne sera pas consommée, et donc après ce sera à chacun de se débrouiller par lui-même pour se procurer l'eau de boisson, donc à charge à lui d'acheter de l'eau en bouteille ou d'avoir des unités de traitement individuels à la maison qui permettront d'achever l'affinage de l'eau de sorte à avoir une eau qui puisse être consommée, utilisée pour la préparation des aliments.

De toute façon les scénarios vont vers des situations de stress hydrique et de tension sur la quantité d'eau et sur la qualité d'eau. Donc voilà ce sont des futurs possibles. Ou on traite l'eau et on continue d'avoir une eau potable au robinet, ou on fait le traitement partiellement et ensuite à chacun de s'équiper individuellement pour poursuivre le traitement.

A savoir, juste un petit point, que pour l'instant en France la réglementation sur la réutilisation des eaux est très stricte, la réglementation actuellement dit que pour faire de l'eau potable on ne doit prendre que de l'eau en milieu naturel, que ce soit de l'eau souterraine ou de l'eau de surface, dans les cours d'eaux, dans des lacs, des retenus, mais pour l'instant la réglementation n'autorise pas à réutiliser les eaux usées. Il y a toutefois des projets qui sont à l'étude mais pour l'instant, pour réutiliser les eaux usées pour faire de l'eau potable, il faudra aussi faire évoluer les mentalités et que la réglementation évolue.

QUESTIONS / REPONSE

Question à Mme Montginoul :

Qu'est-ce que vous préconisez pour mettre fin au problème de répartition d'eau

Comment le gouvernement et les organismes travaillent ensemble pour donner accès à l'eau potable aux endroits défavorisés.

La limitation de l'eau sera-t-elle en fonction du nombre de personnes habitant dans le logement ou un seuil en général ?

Mme Montginoul parlait d'une société où on allait savoir. Jusqu'à quel degré de technologie serait-on prêt à aller pour savoir ce qu'on peut consommer ?

Quelles sont les caractéristiques qui vont être mis en place pour la tarification ? Comment va-t-on calculer la qté d'eau consommé dans chaque foyer ?

Qu'est-ce que le mix hydrique ?

REPONSES

Madame Montginoul

Il faut un mix, on ne peut pas tout faire avec un seul outil. La tarification est un couteau suisse. Sur chaque territoire, les solutions seront différentes. Quand on consomme de l'eau, on n'a pas besoin de la même quantité quand on est seul ou plusieurs (notion d'économies d'échelles). Ça va demander à réfléchir à la notion de partage. Notions de consommations directes mais aussi indirectes : il faut avoir

un débat de société sur ces questions. C'est en période de tension qu'on va pouvoir réagir. Au niveau de la surveillance, j'ai été caricaturale dans ma présentation. L'idée est de ne pas forcément avoir une surveillance à ce point mais d'utiliser ces technologies pour comprendre ce qu'on fait. On peut aussi avoir de l'auto-surveillance. En Australie, drapeau verts ou rouge en fonction de la consommation d'eau.

Madame Bouleau

La question du prix de l'eau et l'organisation des règles (par foyer, famille nombreuse...). Ce n'est pas au niveau de la nation qu'on discute de ces règles mais au niveau de la commune. C'est un débat au niveau local et pas au niveau national. En France il y a des dispositifs d'accompagnement pour l'accès à l'eau pour des familles en difficulté (fontaines d'eau gratuite par ex) et ça peut être mutualisé à l'échelle du développement voire de la nation. C'est normal que ce ne soit pas pareil partout car on n'a pas organisé pour que ce soit pareil partout.

Madame Bouleau

Sur la tarification, pas de possibilité de régler la consommation d'eau à l'intérieur de la maison (ex sur le lave-vaisselle).   l'extérieur (jardin, piscine), en revanche la tarification joue plus.

Madame Montginoul

Sur l'extérieur, le problème si le prix augmente c'est que des gens vont faire des forages pour avoir de l'eau gratuite.   l'intérieur, on peut consommer très peu. Ex : toilettes sèches :   partir du moment où on ne rejette plus des matières fécales dans le réseau d'eau, on peut plus facilement réutiliser les eaux usées

Monsieur Cauterman

Se tout temps, les autorités organisatrices ont fait en sorte que le modèle économique soit le plus social possible. Pour plus des 2/3, charges fixes pour les autorités organisatrices. Sur la facture d'eau c'est l'inverse, part fixe assez faible et part variable importante : c'est un modèle social de facturation.

Monsieur Cauterman

Sur la technologie, les compteurs sont dits intelligents, équipés de télé-relai.  a permet d'envoyer des alertes, par exemple pour les écoulements permanents. Au dernier trimestre, plus de 8000 contacts sur les écoulements. Au final, ça a représenté l'équivalent de 4 millions de (litres ? m3 ?) d'eau économisés.

Madame Montginoul

Actuellement les compteurs sont communicants et pas intelligents. Un compteur intelligent pourrait par exemple bloquer l'eau.

Madame Pettenati

Sur le mix hydrique : boite à outil qui permet d'assurer l'accès à l'eau de façon raisonnée et vertueuse.  a va être :

- Les compteurs
- Surveiller la ressource
- Solutions de recharge de nappe
- Solutions fondées sur la nature pour favoriser l'infiltration vers les eaux souterraines et de s'écouler plus lentement
- Innovations dans le monde agricole (cultures moins gourmandes, goutte à goutte)

QUESTIONS

débat public organisé par

Les entreprises qui polluent les eaux, elles ont des droits à polluer et elles peuvent en acheter. Si on fait la même chose avec les particuliers, on ne va pas les laisser acheter d'autres droits à polluer. Pourrait-on faire la même chose avec les entreprises ?

On est clairement dans une dystopie. Sans rentrer dans la polarisation évoquée par Madame Bouleau, j'émet des doutes sur l'impact que l'individu seul peut avoir par rapport à une grande entreprise. A quel degré nous on pourra être utile ?

Projet d'Hidalgo sur la possibilité de se baigner dans la seine : bonne chose pour la protection de l'eau mais au niveau sanitaire ?

Pensez-vous pouvoir limiter la consommation des très grosses structures parfois aussi puissantes que des états ?

REPONSES

Madame Bouleau

Sur l'asymétrie de pouvoir entre entreprises et particuliers. Dans le manifeste, exprimez les principes que vous vous voulez défendre. On ne peut peut-être pas réguler au niveau mondial mais si des projets ne peuvent pas se faire, c'est un signal vers d'autres territoires. Soyez conscient de votre pouvoir.

Madame Bouleau

Sur la question de la baignade : est-ce qu'il y a la qualité sanitaire suffisante dans la seine ? Il y aura des épisodes où on pourra se baigner et d'autres non quand il y aura des épisodes pluvieux. Mais est-ce que le fait de se baigner salit l'eau ? Ce n'est pas impossible (huile solaire). Sur le bassin de la villette, on peut interdire la baignade si un enfant s'oublie. Mais ce type de contamination ne se propage pas très longtemps

Madame Thibert

Les entreprises polluent sur leur site de fabrication mais toute leur production continue à polluer dans les usages quotidiens. Ex des PIFAS, si vous achetez une veste en cortex : PIFAS au moment de la production mais aussi quand on va laver la veste et la porter. Il faut que tout le monde soit conscient qu'il est un pollueur dans son quotidien. Quand on utilise des détergents, des produits cosmétiques etc, tout va se retrouver dans l'eau. On est tous acteurs de la contamination. Si vous voulez réduire la contamination, il faut aussi réfléchir ce qu'on peut faire dans notre quotidien pour réduire les contaminations.

Madame Pettenati

Vous êtes tous étudiants et il y a peut-être des futurs industriels, vous aurez des leviers d'actions. Par rapport au projet en 2023, il ne faut pas rester sur une seule solution. Il faut penser aux autres usines de traitement sur la seine, qui utilisent des solutions combinées. Il faut penser à des alternatives. Le Système du SEDIF ne fait que remettre les polluants dans la nature.

Monsieur Cauterman

Le projet est l'arbre qui cache la forêt. Il y a peu, on ne parlait pas beaucoup des PIFAS. Le projet du SEDIF est aussi une solution qui peut paraître court-termiste mais qui met face à une réalité : comment

traiter l'eau d'une manière efficace sur ce que nous allons trouver dans les prochaines années. Le distributeur d'eau permet à tous, quelle que soit sa condition sociale, de disposer de la même qualité et du même produit. Le projet est un pansement, un projet curatif mais qui répond à une politique plus vaste sur la prévention de la ressource. Certains plans ont été mis en œuvre (plan éco-phyto en 2007 avec un objectif de réduire en 10 ans de 50% les phyto, mais on a eu +25%). Les solutions fondées sur la nature ont du bon sens mais on ne pourra pas malheureusement échapper à des solutions curatives.

Madame Montginoul

En amont des usines du SEDIF, on pourrait avoir des outils pour avoir une eau non polluée. Certains endroits dans le monde et en France font des politiques de protection avec par exemple des paiements pour services environnementaux, pour que les agriculteurs aient des pratiques intéressantes. Il faut que ce soit global, sinon on focalise sur un usage et pas les autres. Inquiétude sur le rejet des substances polluantes dans les cours d'eau : question à réfléchir. Enfin, il y a la question du pouvoir du consommateur. Si vous boycottez certains produits, on peut arriver à de bonnes solutions.

Madame Bouleau

On se focalise sur le projet et son coût. Mais il y a aussi les conditions pour lesquelles ce projet est acceptable.